

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/Degats-des-eaux-au-Bresil-Nestle-parti-qui-va-payer-les-degats>

Dégâts des eaux au Brésil : « Nestlé parti, qui va payer les dégâts ? »

- Les Cousins - Brésil -

Date de mise en ligne : mardi 27 janvier 2004

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Le brésilien Franklin Frederick réagit à l'annonce surprise faite jeudi par le patron de Nestlé d'arrêter l'exploitation du parc d'eau de São Lourenço.

Par Fabio Lo Verso

[Le Courrier](#), Davos, 24 Janvier 2004

L'ambassadeur du Mouvement brésilien de citoyenneté pour l'eau, Franklin Frederick, n'en revient presque pas. Et pourtant, comme nous l'annoncions dans notre édition d'hier, Peter Brabeck, patron de Nestlé, s'est déclaré prêt à retirer son entreprise du parc d'eau de São Lourenço, qui abrite plusieurs sources d'eau minérale. De quoi améliorer l'état d'un site surexploité, dont deux sources se sont déjà tarées. Mais la partie n'est pas encore terminée, laisse entendre l'activiste brésilien.

L'annonce a eu l'effet d'une petite bombe. De deux choses l'une : ou le patron de Nestlé a pris sa décision en solo, sans en parler auparavant à son conseil d'administration, ou alors il a bluffé.

Franklin Frederick : Je pense que la décision avait déjà été prise. Nestlé tient beaucoup à son image. Or, depuis deux ans, le scandale de la source de São Lourenço a été relayé par certains médias suisses. Le Courrier en a parlé [1], la WochenZeitung aussi, et la TSR a diffusé un documentaire. C'en était trop pour le conseil d'administration.

Vous n'êtes pas surpris, alors ?

- ▶ Je ne m'attendais pas que cela se passe à Davos. Mais à la fin de l'an dernier, Nestlé a tenté d'établir un dialogue avec le mouvement, ce que auparavant elle s'était toujours refusé de faire. Nous avons alors compris que quelque chose allait changer.

Quelle sera la suite des événements ?

- ▶ La question est tout d'abord de savoir qui va payer les dégâts. Le mois dernier, une deuxième source s'est tarie à São Lourenço. Je ne pense pas que les autorités auront le courage d'entreprendre une action en dédommagement contre Nestlé. Elles n'ont pas agi avant, pourquoi devraient-elles le faire après ? Personnellement, je me méfie de Nestlé. Il n'est pas exclu que l'annonce de son patron ne cache une manoeuvre pour effectuer un retour triomphal sur la scène.

Comment la multinationale s'y prendrait-elle ?

- ▶ L'an dernier, à Davos, Peter Brabeck a proposé au président Lula que Nestlé devienne un partenaire dans le projet « Faim zéro ». A ma grande déception, le président a accepté, ce qui a eu pour effet de conférer une sorte d'immunité politique à la multinationale. Autre chose : une commission parlementaire sur les eaux a été instituée au Brésil et, à sa tête, il y a le responsable de Faim zéro pour l'Etat du Minas Gerais (où se trouvent les sources exploitées par Nestlé, ndlr). Le moins qu'on puisse dire, c'est que la multinationale jouit d'un certain appui politique. Et elle ne va pas oublier d'agiter l'épouvantail des licenciements qu'entraînera la fermeture de la source. A votre avis, quelle sera la réponse des autorités ?

Post-scriptum :

Note :

[1] Notre édition du 16 février 2002. <http://lecourrier.programmers.ch/>.